



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 7 - Les causes subjectives pour exonération de la responsabilité pénale

I.	Les troubles psychiques ou neurophysique.....	2
A)	L'article 122-1 du Code pénal.....	Erreur! Signet non défini.
1)	Le principe de l'alternative.....	3
2)	Les conséquences.....	4
a)	Les conséquences pour les délinquants dont le discernement a été altéré	4
b)	Les conséquences pour le délinquant irresponsable.....	5
II.	La contrainte ou l'altération de la liberté	6
A)	Les formes	7
1)	La contrainte physique	7
2)	La contrainte morale	7
1)	Les caractères de la contrainte.....	8
a)	L'irrésistibilité de la contrainte	8
b)	Le caractère de l'imprévisibilité.....	8
III.	L'erreur	8
IV.	Le cas de la minorité.....	10
A)	L'irresponsabilité pénale du mineur non discernant.....	10
B)	La responsabilité pénale du mineur discernant	12
1)	L'adaptabilité de la responsabilité pénale des mineurs.....	12
2)	L'atténuation de la pénalité.....	12



Définition : Les causes subjectives d'irresponsabilité pénale sont celles qui sont liées à l'individu. Ainsi, elles varient selon les personnes et certains critères doivent être constatés. Les causes subjectives font l'obstacle à la constitution de l'infraction en empêchant la caractérisation de son élément moral.

Il s'agira ici de connaître les situations dans lesquelles l'acte n'est pas subjectivement imputable à l'auteur.

Définition : On distingue classiquement l'imputabilité matérielle, consistant en un lien de causalité entre l'acte matériel et son auteur et l'imputabilité morale, c'est-à-dire le libre arbitre de l'individu consistant en une capacité de discernement (capacité de comprendre) ainsi que de volonté (capacité de vouloir).

Par conséquent, il convient de distinguer les causes de non-imputabilité affectant le discernement (trouble mental ayant aboli ou altérer le discernement, mineurs dénués de discernement) des causes affectant la volonté (la contrainte). Enfin, l'erreur de droit constitue une cause de non-culpabilité puisqu'elle affecte non pas l'imputabilité, mais la culpabilité.

I. Les troubles psychiques ou neuropsychiques

Se trouvent ici visées les situations de l'**article 122-1 du Code pénal** : la personne qui était atteinte, au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique **ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes**. L'article indique clairement que celle-ci n'est pas pénalement responsable.

À la différence de la personne qui était **atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant altéré** son discernement ou entravée, le contrôle de ses actes, indique l'**alinéa 2**, demeure punissable.



À retenir : Il faut faire une différence entre abolition et altération

Il existe des conditions dans lesquelles l'état mental du délinquant permet de l'exonérer de sa responsabilité pénale.

A) Entre abolition et altération

1) L'alternative



Attention : Depuis la **loi du 15 aout 2014**, toutes les formes de troubles mentaux sont désormais visées par ce texte.

Il est question de prendre en considération :

- les maladies provenant d'un traumatisme psychique
- un trouble non pathologique
- une intoxication à l'alcool ou stupéfiants.



Attention : Dans le cas d'une intoxication volontaire à l'alcool ou stupéfiant, la responsabilité pénale ne peut pas être écartée. **En 2021** a été adoptée une réforme sur l'irresponsabilité pénale.

Cette réforme a débuté par l'affaire Halimi, relatif au meurtre antisémite d'une juive à Paris en **avril 2017**. En **décembre 2019**, l'auteur des faits est jugé pénalement irresponsable par la CA de Paris, en raison d'une abolition totale du discernement au moment des faits avec pour facteur déclenchant la prise de cannabis. Cette décision est confirmée, en **avril 2021**, par la Cour de cassation. Il est vrai que la prise de substance comme le cannabis peut être une circonstance aggravante au volant, alors que dans une affaire comme celle-ci elle représente une cause d'irresponsabilité. Jean-Baptiste Perrier explique très clairement que ce qui est important c'est le discernement. À titre d'exemple, il s'agit de la même situation qu'un enfant qui crève l'œil d'un camarade avec un bâton, il n'est pas conscient et n'a pas voulu ce dommage

irréparable qu'il a provoqué¹. Mais cette situation est exceptionnelle, car rares sont les cas d'abolition du discernement.

Le texte **exclut l'irresponsabilité pénale** lorsque **l'abolition temporaire du discernement** provient de la **consommation, volontaire** et dans un temps très voisin de l'action, **de substances psychoactives** dans le dessein de commettre un crime ou un délit. Il exclut également **l'atténuation de responsabilité pénale** prévue en **cas d'altération du discernement**, lorsque cette altération provient de la prise volontaire de produits psychoactifs.



À retenir : Il y a l'exigence temporelle : « au moment des faits »

Il y a aussi un lien de causalité entre le trouble et l'infraction.

2) Les conséquences

a) L'altération du discernement pour le délinquant



À retenir : Les délinquants, dont le discernement a été altéré, sont tout de même responsables.

La période de sûreté : impossibilité de bénéficier d'un quelconque aménagement de peine pendant une durée déterminée.

Pour ces délinquants il faut nécessairement :

- un trouble psychique ou neuropsychique (**loi du 15 aout 2014**).

¹ Actu-juridique.fr, « Affaire Halimi : ce n'est pas le cannabis qui est en cause mais l'abolition totale du discernement » [en ligne]. Disponible sur : <https://www.actu-juridique.fr/penal/affaire-halimi-ce-nest-pas-le-cannabis-qui-est-en-cause-mais-labolition-totale-du-discernement/>

- la disparition du discernement, laquelle doit provoquer la perte de capacité de comprendre ou de vouloir
- l'exigence de concomitance entre le trouble et l'infraction : doit avoir lieu au moment des faits. Cependant, si le trouble survient après les faits, mais avant tout jugement définitif, l'action publique sera suspendue.

Ce sont des juges du fond qui ont l'appréciation du trouble mental, mais en pratique, les juges suivent fréquemment les avis des expertises psychiatriques.

b) Les conséquences pour le délinquant irresponsable

Bien que la personne poursuivie soit reconnue comme **irresponsable pénalement**, il y a une prise en charge par l'autorité administrative. Elles sont, en effet, placées dans des établissements spécialisés, par le préfet. **Il s'agit d'une hospitalisation d'office.**



À retenir : La loi du 25 février 2008 permet une déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental.

- Si le dossier est encore à l'instruction alors :
 - Devant le juge d'instruction, si le juge estime, après constatation qu'il existe des charges suffisantes à l'encontre de la personne mise en examen, et qu'il y a des raisons de la mise en application de l'**alinéa 1^{er} de l'article 122-1 du CP**. Il ordonne à la condition que le procureur de la République ou une partie en ait formulé la demande, que le dossier de la procédure soit transmis aux fins de saisine de la chambre d'instruction.
 - **Devant la chambre de l'instruction**, après audience publique, il pourra :
 - Déclarer qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la personne, car elle il n'existe pas de charge suffisante
 - Indiquer que la personne est pénalement responsable et ordonner le renvoi devant la juridiction compétente, autrement dit l'**alinéa 1^{er} de l'article 122-1** n'est pas applicable

- Rendre un arrêt de déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (**Art. 706-19 et 706-128 du Code de procédure pénale**). Dans cet arrêt, la chambre d'instruction

- indique qu'il existe des charges pour poursuivre la personne ayant commis l'infraction ou les faits.
- Mais déclare la personne irresponsable pénalement en raison d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes au moment des faits.
- La partie civile, quant à elle peut renvoyer l'affaire devant un tribunal civil, lequel se prononcera sur la responsabilité civile de la personne, suivant l'**article 414-3 du Code civil**, et statuera sur les dommages et intérêts.
- Elle peut se prononcer sur des mesures de sûreté.

Si l'affaire est en phase de jugement : devant la Cour d'assises :

- Si celle-ci a répondu positivement à la commission des faits et à l'application de l'irresponsabilité pénale admise à l'**article 122-1 du Code pénal**, alors elle déclare l'irresponsabilité pénale de l'accusé pour trouble mental.
- La Cour sans jury peut se prononcer sur les dommages et intérêts formés par la partie civile et mesures de sûretés si c'est nécessaire.

Même chose devant le tribunal correctionnel, il déclare que la personne a bien commis les faits reprochés et qu'elle est pénalement irresponsable en raison des troubles psychique ou neuropsychique, **ayant aboli son discernement**. Il se prononce aussi sur la responsabilité civile et il peut statuer sur les demandes de dommages et intérêts, voire les mesures de sûretés.

II. La contrainte ou l'altération de la liberté

« N'est pas pénalement responsable la personne qui a agi sous l'empire d'une force ou d'une contrainte à laquelle elle n'a pu résister » (**Art.122-2 CP**).



Définition : C'est l'affectation de la volonté de l'agent.

A) Les formes

1) *La contrainte physique*

Elle peut d'abord, avoir une *origine externe* :

- nature



Exemple : Ouragan

- animaux



Exemple : La force d'un animal qui empêche la personne l'exercice de son activité

- tierce personne.



Exemple : Une personne qui tient la main d'une autre pour lui faire effectuer un faux.

Mais, l'origine peut être interne : lorsqu'elle a supprimé la volonté de l'agent.



Exemple : Automobiliste pris d'un malaise au volant, ne pouvant éviter l'accident.

2) *La contrainte morale*



Définition : Il s'agit de la situation dans laquelle la personne se trouve dans la perspective d'un danger qui la prive du libre exercice de sa volonté.

Elle peut être d'origine externe. Mais pas interne, une pulsion ne saurait être un fait justificatif d'exonération de sa responsabilité pénale. La jurisprudence est réticente à reconnaître la contrainte morale (**Cass. crim. 1934 Affaire Genty**, la cour refuse de reconnaître la contrainte morale à un individu ayant fourni des renseignements à l'occupant sous la menace de son exécution et de celle d'otages).

1) Les conditions de la contrainte

a) L'irrésistibilité de la contrainte



Définition : C'est l'**article 122-2 du Code pénal** qui dispose que la contrainte doit être celle à laquelle la personne « n'a pu résister ».

L'idée repose sur le fait que la personne a commis une infraction, car elle n'avait pas d'autre choix. L'infraction consiste en **une impossibilité absolue de se conformer à la loi**.

L'appréciation de ce caractère se fait *in abstracto*.

b) Le caractère de l'imprévisibilité



Définition : La contrainte, c'est-à-dire la force, ne peut pas être une faute de celui qui l'invoque.

La jurisprudence et la doctrine ont ajouté une condition : l'absence de faute antérieure (**Cass. crim. 29 janvier 1921**).

III. L'erreur de droit

« N'est pas pénalement responsable la personne qui justifie avoir cru, par une erreur sur le droit qu'elle n'était pas en mesure d'éviter, pouvoir légitimement accomplir l'acte » (**Art.122-3 du CP**).

Seule l'erreur de droit est visée par l'**article 122-3 du Code pénal**.



Définition : L'erreur de fait se définit par une erreur sur la matérialité des faits. Sauf lorsqu'elle affecte un élément constitutif d'une infraction intentionnelle (personne pensant dérober un objet alors qu'elle s'empare de son propre bien).



Exemple : La personne est poursuivie pour détournement de mineur, mais qui était persuadée de la maturité de sa partenaire.



Définition : L'erreur de droit est celle qui repose sur le contenu des règles pénales. Sauf pour les infractions non intentionnelles.

La jurisprudence s'opposait généralement, à la reconnaissance de l'erreur comme cause d'irresponsabilité (**Cass. crim. 4 octobre 2011**).

L'erreur a l'obligation d'être soulevée par le justiciable poursuivi (**Cass. crim. 15 nov. 1995**). Le moyen de défense tiré d'une erreur sur le droit ne peut pas être soulevé, pour la première fois devant les juges de droit (**Cass. crim. 17 déc. 2019**).



À retenir : Conditions :

- la preuve : le prévenu doit prouver l'erreur de droit du fait de l'adage nul n'est censé ignorer la loi.
- une erreur invincible : l'erreur de droit ne doit pas pouvoir être évitée. On constate une appréciation très restrictive de la jurisprudence. Elle exige notamment que l'agent agisse positivement pour connaître ses droits et obligations.
- la croyance dans la légitimité de l'acte : la croyance doit être complète (aucune incertitude dans l'esprit de l'agent sur la légalité de son action)

Le texte concerne : l'**erreur invincible**. La personne ne pouvait pas l'éviter.

La jurisprudence actuelle indique clairement désormais :

- La personne connaissait la règle de droit et elle peut alors invoquer une erreur
- La personne ignorait la règle de droit, et il était de son devoir de prendre conseil afin d'éviter toute erreur.

Par conséquent, il y a un renversement de la présomption de connaissance de la loi. Faute d'élément moral, l'infraction ne sera pas caractérisée.

IV. Le cas de la minorité



Pour aller plus loin : Il existe depuis peu un Code pénal de la justice des mineurs, celui-ci est entré en vigueur **le 30 septembre 2021**. Auparavant, le droit pénal des mineurs était régi principalement par **l'ordonnance de 1945** sur l'enfance délinquante.



À retenir : L'**article 122-8 du Code pénal** énonce clairement le principe de la responsabilité pénale du mineur.

Les mineurs, capables de discernement, sont pénalement responsables des crimes, délits ou contraventions (**Art.122-8 du CP**).

Mais c'est la loi qui vient déterminer **les sanctions éducatives qui peuvent être prononcées à l'encontre des mineurs de 10 à 18 ans**, et **les peines pour les mineurs de 13 à 18 ans**, tout en prenant en considération l'atténuation de la responsabilité en raison de leur âge.



À retenir : L'arrêt **Laboube du 13 décembre 1956** retient qu'un mineur n'est responsable que s'il a « compris et voulu cet acte ». Solution prétorienne consacrée par **la loi du 9 septembre 2002**.

A) L'irresponsabilité pénale du mineur sans discernement

L'**article 1^{er} de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante** disposait que : « les mineurs auxquels est imputés une infraction qualifiée de crime ou délit ne seront pas déférés aux juridictions de droit commun, mais ne seront justiciables que des tribunaux pour enfants, des tribunaux correctionnels pour mineurs ou des cours d'assises des mineurs ».



À retenir : Il y a une nécessité de discernement pour la reconnaissance de la responsabilité pénale du mineur.

Question : Quand est-on capable de discernement ?

Les États, signataires de la Convention des droits de l'enfant, ont fixé un seuil de minorité pénale c'est-à-dire en dessous duquel le principe de leur absence de discernement est posé. Mais la France considère qu'il n'existe pas de seuil, et préfère faire du cas par cas.



À retenir : Le Code de la justice des mineurs, et c'est une première, instaure la présomption de non-discernement pour les mineurs âgés de moins de 13 ans.

Le mineur est capable de discernement lorsqu'il a compris et voulu son acte, et qu'il est apte à comprendre le sens de la procédure pénale dont il fait l'objet.



Attention : L'appréciation continue de se faire au cas par cas.



À retenir : En dessous de 13 ans, il existe une présomption de non-discernement.

B) La responsabilité pénale du mineur discernant



À retenir : Le principe c'est la responsabilité pénale du mineur discernant.

En raison de son âge et de son discernement, le mineur est donc punissable.

Il doit, par principe être soumis **à des sanctions éducatives**.

- pour le mineur de 10 à 18 ans, le mineur est soumis à des sanctions éducatives.

- pour le mineur de plus de 13 ans, le mineur est soumis à des sanctions pénales, dès lors que la personnalité et les circonstances l'exigent.



À retenir : Le Conseil constitutionnel, dans une décision du 29 août 2002 n° 2002-461, insère la primauté de l'action éducative et l'atténuation de la responsabilité des mineurs comme des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

1) *L'adaptabilité de la responsabilité pénale des mineurs*



À retenir : Il y a une primauté de l'éducatif sur le répressif, c'est ce que réaffirme par ailleurs le nouveau Code de la justice des mineurs.

Le principe pour le mineur c'est la soumission à **une mesure éducative, composé de différents modules : santé, insertion...** (C'est une des innovations du Code de la justice des mineurs). Lesquelles se complètent par des sanctions éducatives.

2) *L'atténuation de la pénalité*



À retenir : Le mineur, à partir de 13 ans, peut avoir des sanctions pénales, dès lors que la personnalité du mineur et les circonstances

l'exigent.



Attention : Certaines peines pénales ne sont pas applicables aux mineurs : l'interdiction de séjour, etc.

Le principe c'est que les peines sont atténuées pour les 13-16 ans.

Les sanctions pénales sont réduites pour les 13-16 ans, en raison de ce que l'ancien Code appelait l'« **excuse atténuante de minorité** ».



À retenir : Pour les 16-18 ans, il y a une atténuation de la peine facultative. Le mineur est donc sanctionnable comme un majeur.

Le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs ne peuvent pas prononcer à l'encontre des mineurs, âgés de plus de 13 ans, une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue.